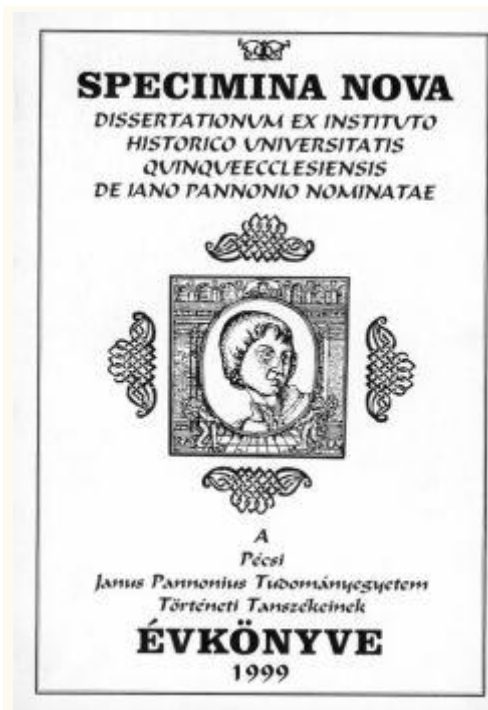


Gusztáv KECSKÉS D.

De l'autre cote du "rideau de fer"...: La révolution hongroise de 1956 et la politique étrangère française à la lumière de quelques entretiens avec d'anciens diplomates

"De l'autre côté du "rideau de fer"...La révolution hongroise de 1956 et la politique étrangère française à la lumière de quelques entretiens avec d'anciens diplomates", *Specimina Nova*, Pécs, 1999, 155-171.



1956 - Budapest : La date et le lieu sont restés vivaces dans l'esprit de beaucoup de Français. En effet, le nom de la capitale hongroise est devenu l'un des symboles les plus importants des dernières années de la IVème République : Après les événements de Budapest de nombreux Français devaient perdre leurs propres illusions à propos des pays où le "socialisme" était instauré. Quant à la société française, qui a observé avec une sympathie particulière le déroulement rapide des événements, avec leur fin tragique, celle-ci a eu très vite la possibilité d'exprimer sa compassion par des actes : les milliers de réfugiés hongrois arrivant en France ont été reçus par des milliers de familles françaises, par des organisations laïques et religieuses avec un appui important du gouvernement. La vie publique et la presse française se sont intéressées aux événements de la révolution hongroise d'une façon conforme

à sa portée en automne 1956 et, plus tard, elles en ont conservé le souvenir pendant des décennies.

Pour étudier la politique étrangère de la France vis-à-vis de la révolution hongroise au cours des années 1960-1970, seulement certaines sources étaient disponibles : la presse, les décrets officiels et les mémoires. A partir de la deuxième moitié des années 1980, les fonds d'archives français sont devenus accessibles.¹ En voici quelques exemples : Aux Archives Diplomatiques (Ministère des Affaires étrangères)², les dossiers de la série Europe 1944-1960, notamment la sous-série Hongrie, contiennent en abondance des documents relatifs à la révolution hongroise de 1956 et concernent également des aspects politiques intérieurs et extérieurs, économiques, militaires et religieux³. Les dossiers du Cabinet du Ministre ont déjà été également classés, ainsi que ceux du Secrétariat Général de ce Ministère.

En ce qui concerne les archives des autres institutions publiques : Les archives de la Présidence de la République et du Conseil des Ministres, qui sont conservées aux Archives Nationales, traitent également des questions de la Hongrie de l'époque et de la révolution hongroise, ainsi que les documents des Services historiques de l'Armée de Terre , et de l'Armée de l'Air. A l'Assemblée Nationale et au Sénat, il y a aussi des dossiers accessibles sur le sujet.

Mais je souhaiterais, ici, exploiter un autre type de sources : celles de l'histoire orale⁴ : les entrevues avec les participants et les témoins des événements sont aussi une autre voie importante à explorer. A quarante ans de distance, peut-on donner crédit à un souvenir ? Les limites de la mémoire humaine sont bien connues. Il s'agit de l'oubli inévitable, de la subjectivité des témoignages. Les souvenirs sont souvent influencés par les apports postérieurs (par les journaux, les livres etc.). Parfois les enquêteurs peuvent rencontrer des falsifications délibérées...

En revanche, il nous faut également énumérer les avantages de cette méthode, qui complète les informations fournies par le dépouillement des archives écrites. Il est à noter qu'au cours des négociations de certaines affaires délicates, très peu de documents ont été produits sous forme écrite. " L'affaire de Suez ", qui a fortement influencé la perception de la révolution hongroise en France, en est un exemple⁵. En outre, ce sont les méthodes de travail des organes gouvernementaux qui expliquent le manque de documents. C'est le cas du Cabinet du Ministre des Affaires Etrangères, selon les dires de M. Jean-Marie MERILLON, diplomate en 1956. Les dossiers sur les correspondances entre le Ministère des Affaires Etrangères et la Légation de France en Hongrie contiennent relativement peu d'informations provenant du Ministère, ce qui ne permet pas d'avoir une idée plus précise sur leurs positions vis-à-vis des événements hongrois. D'autre part, il est souvent difficile de cerner la personnalité des acteurs (leurs motivations, leurs opinions, leurs points de vue, leurs sentiments) à travers l'étude de documents officiels. En revanche, les questionnaires auxquels ont répondu des personnes ayant pris une part active au travail de la diplomatie française, ou dans la vie politique en général, ou bien les entrevues avec eux, permettent de mieux appréhender leur rôle à cette époque.

Comment peut-on apprécier la révolution hongroise de 1956 (sa nature, son importance)?

Comment peut-on caractériser le rôle et l'importance de la Hongrie dans la politique étrangère française avant 1956, pendant la révolution et ensuite ?

Y a-t-il une relation directe ou indirecte entre la révolution hongroise et l'intervention franco-anglo-israélienne de Suez ?

Comment peut-on caractériser l'activité et le comportement politique de la France vis-à-vis de la tragédie hongroise ?

Comment peut-on apprécier la réaction officielle française aujourd'hui, 40 ans plus tard?

La position adoptée en 1956 était-elle adéquate ?

Est-ce que l'Etat français avait d'autres choix ?

Tant de questions que l'on s'est posées souvent en Hongrie depuis le soulèvement. Tant de préjugés et d'idées bien enracinées...⁶

Il paraît donc utile de demander l'avis des représentants de " l'autre côté du rideau de fer" pour mieux comprendre la réalité.

En automne 1996, ayant reçu une bourse de la Fondation Soros, puis, en 1997 celle du Gouvernement Français j'ai eu la possibilité de réaliser des entrevues avec les participants et les témoins de la politique extérieure française de l'époque, et leur ai posé ces questions.

Les huit personnes interviewées sont d'anciens diplomates, parmi lesquels quatre s'occupaient directement de l'affaire hongroise : M. Jean-Marie MERILLON, en 1956, a préparé les rapports pour le Ministre des Affaires Etrangères, M. Christian Pineau, au sein de son Cabinet ; M. Fernand ROUILLON était le spécialiste de la question hongroise à la Sous-Direction d'Europe Orientale ; M. Jean-Bernard RAIMOND, rédacteur, chargé de suivre les affaires politiques de l'Union Soviétique au Proche-Orient, la Bulgarie et la Tchécoslovaquie travaillait également à ce service du Ministère des Affaires étrangères. M. Guy TURBET- DELOF, en tant qu'Attaché Culturel de la Légation de France en Hongrie et Directeur de l'Institut Français à Budapest entre 1947 et 1958, avait une vaste expérience directe de la révolution de 1956.⁷

En revanche d'autres diplomates interviewés comme : M. Maurice FAURE, Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, qui s'occupait surtout de l'intégration européenne ; M. Jean DARIDAN, Directeur Adjoint du Cabinet du Ministre, puis Directeur Politique ; M. Vincent LABOURET, membre du Secrétariat Général du Ministère des Affaires étrangères et, en fonction à l'Ambassade de France à Moscou, Mme. Isabelle ESMEIN, Deuxième Secrétaire en 1956, ont suivi de loin les événements hongrois.

En plus de la volonté incontestable de sincérité de mes interlocuteurs, l'intérêt des entrevues a été assuré par le fait que ces personnes ont réellement vécu les événements de la révolution hongroise, bien qu'elles ne soient pas intervenues au niveau des décideurs assumant la plus grande responsabilité.

Je saisis cette occasion pour les remercier de leur gentillesse et de leur aide.

Leurs idées politiques étaient, en général, libérales, démocrates et anti-soviétiques. Plusieurs d'entre elles étaient de confession catholique. Les diplomates, en général, n'étaient pas membre d'un parti politique.

La nouvelle de la révolution hongroise et son écrasement brutal par les Soviétiques ont causé une grande émotion. Certains, comme M. MERILLON, M. ROUILLON ou M. RAIMOND, étant donné leur poste, ont suivi les événements d'heure en heure ; d'autres, dont M. Maurice FAURE, les ont suivis en tant que spectateur. Mais personne n'est resté indifférent.

La révolution hongroise a été une surprise, un étonnement pour la diplomatie française, parce que l'on pensait que les pays de l'Europe de l'Est étaient alors totalement contrôlés par les Soviétiques. Il y avait un grand mouvement de sympathie à l'égard des courageux insurgés qui osaient combattre la puissante Armée Rouge et qui pouvaient y résister si longtemps. En conséquence, on jugeait scandaleuse l'intervention militaire soviétique.

Selon l'une des personnes interviewées "...Le sentiment qui a dominé pendant l'affaire hongroise en Occident, a été la crainte...la crainte que ça ne dégénère", et il explique qu'il y avait une "grande tension", une "situation extrêmement tendue". On avait peur de la troisième guerre mondiale, de la guerre atomique. D'autres n'ont pas de souvenir de cette appréhension.

A part quelques rares fonctionnaires communistes, les diplomates français étaient donc passionnés et entièrement unanimes sur les événements hongrois. Les sources écrites prouvent cet état d'émotion. Bien qu'au début de la crise le ton objectif et neutre ait caractérisé les documents internes du Ministère des Affaires étrangères⁸, plus tard on peut constater l'inquiétude⁹, enfin la véritable compassion face au sort tragique de la Hongrie¹⁰.

Comment a-t-on apprécié la nature et l'importance des événements ?

La plupart de mes interlocuteurs ont utilisé les termes " révolution " et " insurrection " à propos des événements, en mentionnant leur caractère anti-soviétique. Le but des révolutionnaires était essentiellement de libérer la Hongrie, de résister à la présence soviétique. Les documents diplomatiques emploient également les termes " insurrection " et " révolution ", ainsi que " soulèvement populaire ". Selon une note de la Sous-Direction d'Europe Orientale, les événements de Hongrie ont revêtu " le double caractère d'une lutte pour l'indépendance nationale...et pour la libéralisation du régime..."¹¹ "

Quant à l'importance de l'insurrection : Collaborateur direct du Ministre des Affaires Etrangères, M. MERILLON a attaché la plus grande importance aux événements hongrois. "On les a traités également, au niveau du Cabinet du Ministre, comme une affaire de premier plan... ". Les télégrammes du représentant français au Conseil de l'OTAN soutiennent cette estimation : le 27 octobre et le 2 novembre, on y a négocié l'affaire hongroise, mais sans éditer un communiqué de presse, qui " risquait d'être utilisé par les Soviétiques pour tenter de légitimer leur intervention et pouvait faire beaucoup de mal"¹² ".

Concernant les conséquences de la révolution hongroise et son écrasement brutal, plusieurs personnes interviewées ont mentionné la crise du Parti Communiste Français et le trouble parmi les intellectuels en France¹³. Deux opinions opposées se sont exprimées à propos du rôle du soulèvement étouffé dans l'effondrement des systèmes communistes en 1989-1991 en Europe Centrale et Orientale. Selon la première approche, l'insurrection hongroise était une action utile, les jeunes gens se sont sacrifiés, malgré leur échec, pour une affaire utile. Car le sacrifice des Hongrois était un maillon de la chaîne des révolutions contre l'Union Soviétique, aboutissant à

son effondrement. Un autre diplomate conteste ce raisonnement en disant que les mouvements des " Etats satellites " n'ont pas influencé la chute de l'Empire¹⁴.

Comment caractérise-t-on le rôle et l'importance de la Hongrie dans la politique étrangère française?

Avant 1956, selon les anciens diplomates interrogés, on considérait la Hongrie comme un des pays satellites de l'Union Soviétique, avec les autres pays de l'Europe de l'Est. Elle n'a pas joué un rôle particulier dans la politique extérieure de la France, parce que ce pays était dans le bloc communiste, de l'autre côté du "rideau de fer"¹⁵. Les diplomates français s'en tenaient donc à ce qu'ils croyaient être les conséquences de Yalta¹⁶.

M. TURBET-DELOF, Attaché Culturel de la Légation de France en Hongrie en 1956, pense que le Ministère des Affaires Etrangères s'intéressait peu à la Hongrie. Par ordre d'importance, ce pays était le troisième dans cette région après la Pologne et la Tchécoslovaquie. Quand il a été envoyé à son poste en 1947, il n'a reçu aucune instruction. Il n'a jamais eu de réponses à ses rapports qui ne faisaient l'objet d'aucun commentaire. A partir de l'expérience du premier gouvernement d'Imre Nagy (1953-1955), la diplomatie française a commencé à s'occuper de la Hongrie d'une manière plus active.

Interrogés sur les priorités de la politique extérieure française, mes interlocuteurs ont mentionné la guerre froide (l'opposition des deux blocs), l'intégration européenne et la guerre d'Algérie¹⁷. Dans ce contexte, se trouvant au milieu du camp communiste, la Hongrie donc n'avait pas de place particulière avant 1956 dans la politique extérieure de la France.

En ce qui concerne la période ultérieure aux événements, deux types d'opinion se sont manifestés. Il y a d'anciens diplomates pour qui la situation en Hongrie était restée fondamentalement inchangée, voire même, pour certains, le régime soviétique était devenu encore plus dur. Par contre, d'autres voyaient certains changements : en répondant à la question sur les raisons du rapprochement avec le régime de Kádár (fortement condamné à son début)¹⁸, ils m'ont expliqué qu'à côté de l'idéologie communiste, on pouvait observer aussi un sentiment de nationalisme, un souhait de suivre une voie particulière. Selon M. ROUILLON, l'on a espéré que Kádár serait communiste et hongrois en même temps. On a constaté que le dirigeant hongrois était " moins mauvais " que les autres leaders communistes en Europe de l'Est, et la Hongrie a eu, petit à petit, plus de liberté que la Pologne, souligna M. FAURE. Il y a lieu de noter que la Légation de France à Budapest a aperçu très vite les différences entre la ligne du parti hongrois et celle des autres partis communistes du camp soviétique : le chargé d'affaires, en analysant le communiqué des négociations des dirigeants soviétiques, bulgares, tchécoslovaques, roumains et hongrois (Budapest, du 1^{er} au 4 janvier 1957), a écrit dans son rapport en janvier 1957 : " Il me paraît toutefois intéressant de remarquer que la déclaration de Kadar¹⁹, en dépit de son orthodoxie, constitue précisément une voie particulière vers le socialisme, et n'a pas grand-chose de commun avec ce qui se passe dans les démocraties populaires de Roumanie, de Bulgarie, de Tchécoslovaquie et en Russie même ; l'union des cinq puissances a donc une valeur stratégique et idéologique, mais sur le plan de l'action gouvernementale elle n'est que de la façade ²⁰".

"Mais la politique française, à l'époque, était tout de même fortement dominée par l'affaire de Suez", a souligné M. André Fontaine, chef du Service étranger au journal " Le Monde " en 1956, lors du colloque international commémorant le 40^e anniversaire de la révolution hongroise au Sénat.²¹ Il y a eu coïncidence entre les nouvelles sur l'intervention militaire franco-anglo-israélienne et la révolution hongroise. On sait que les représentants des gouvernements français, anglais et israélien ont négocié secrètement à Sevres, du 22 au 24 octobre, pour finir la préparation de l'intervention militaire. Le commencement du soulèvement hongrois le 23 octobre et l'attaque israélienne le 29 octobre ont été si proches qu'en Hongrie, on se pose souvent la question depuis plus de 40 ans : Y a-t-il eu une relation directe entre ces deux événements ? Certains supposent que la cause majeure de l'intervention de Suez était précisément la mise à profit des difficultés de l'URSS en Hongrie. Faute de documentation satisfaisante disponible sur ce sujet la littérature française est partagée²².

La plupart de mes interlocuteurs étaient absolument convaincus qu'il n'y avait aucun rapport direct, sauf la concomitance. Plusieurs personnes interviewées expliquent qu'ils s'agit de deux logiques : la logique des Français et des Anglais, qui cherchaient à répondre à la démarche de Nasser nationalisant le Canal de Suez (le 26 juillet 1956), et la logique des Soviétiques, qui voulaient empêcher le développement de la situation hongroise. Ils considèrent en général que l'intervention à Suez était une erreur. " Cette affaire occultait ce qui se passait en Hongrie ; elle tombait, mal parce que l'on ne pouvait pas traiter la cause hongroise convenablement. Mais cela n'a pas changé essentiellement le comportement de la France envers la révolution hongroise. Suez a détourné l'attention de l'opinion publique. ", apprécie M. RAIMOND. Une note de la Sous-Direction d'Europe Orientale du Ministère des Affaires étrangères français analyse également les éventuels rapports entre l'insurrection hongroise et l'affaire de Suez : " La mise en regard des dates marquantes de la crise en Hongrie et au Moyen-Orient, depuis le 23 octobre, ne fait apparaître aucune corrélation rigoureuse entre les interventions soviétiques contre les insurgés hongrois et les mesures prises par Israël d'une part, par la France et par la Grande-Bretagne de l'autre, au Moyen Orient. ²³ Cette comparaison semble répondre à la constatation fréquente à l'époque selon laquelle " l'Union Soviétique n'aurait jamais osé intervenir en Hongrie avec autant de cynisme et de férocité, si les Anglo-Français ne lui avaient pas fourni un magnifique dérivatif. ²⁴ "

Regardons ensuite comment on a apprécié l'activité et le comportement du gouvernement français vis-à-vis des événements hongrois.

On a constaté deux éléments : d'une part, la passivité ; la France et les autres puissances occidentales ne sont pas intervenues militairement en Hongrie pour aider la lutte hongroise, et, d'autre part, l'accueil des réfugiés.

"...je ne crois pas qu'on puisse trouver trace, dans les archives d'aucun de nos gouvernements, d'une idée d'intervention militaire", dit M. André Fontaine²⁵.

M. MERILLON, qui a travaillé au Cabinet du Ministre en 1956, a constaté quatre principes fondamentaux qui expliquent la politique de non-intervention des Occidentaux : 1. La puissance formidable de la machine de guerre soviétique : ils ont résisté aux Allemands d'une manière incroyable, ils ont envahi la moitié du monde,

ils étaient leaders dans le domaine du développement technico-militaire. 2. L'idéologie de l'Union Soviétique et de ses alliés : le communisme était fort et très séduisant. Beaucoup sont morts pour cette idéologie. 3. Le mythe de Yalta, vivace dans l'esprit des dirigeants politiques et dans l'opinion publique : les deux superpuissances ont partagé le monde après la deuxième guerre mondiale²⁶, et c'est l'équilibre de la terreur qui empêchait la troisième guerre mondiale. 4. La crainte d'une guerre mondiale thermonucléaire.

D'autres mentionnent également l'équilibre des deux blocs et la crainte d'une guerre atomique dans le cas d'une intervention et, par conséquent, ils tiennent une assistance militaire française en Hongrie pour absolument impossible²⁷.

Mais quelle était la stratégie active de la France vis-à-vis de la Hongrie après la révolution?

La France cherchait à soutenir moralement la liberté, essence de la lutte hongroise, en vue de préparer l'avenir, sans intervention militaire²⁸. La diplomatie française voulait affaiblir graduellement le système soviétique jusqu'à l'effondrement, selon l'avis de M. ROUILLON.

L'autre élément considérable de la réaction officielle, a été l'accueil très favorable des réfugiés hongrois. Le cabinet de Guy Mollet a reçu tous les réfugiés sans distinction de profession²⁹. Des cours de langue, l'octroi de bourses et l'affiliation à la sécurité sociale permettaient aux Hongrois de s'insérer dans la société française. Le Ministère des Affaires Étrangères a joué un rôle primordial dans cette politique. Il a coordonné cette action humanitaire en organisant le logement, la subsistance etc. avec la collaboration des autres ministères³⁰. C'est M. ROUILLON, spécialiste des questions hongroises au sein de la Sous-Direction d'Europe orientale, qui a reçu à l'aéroport le premier avion de Vienne transportant les réfugiés.

Comment peut-on expliquer l'accueil si chaleureux des Hongrois par les Français ?

En Hongrie, certains supposent que l'accueil officiel des réfugiés hongrois, après l'écrasement de la révolution, peut être expliqué par la mauvaise conscience du gouvernement français à cause de Suez, ou par la prétention d'améliorer l'image de la France, détériorée par cette affaire. Selon les diplomates interrogés, cette argumentation est fautive. On parle de la sympathie et de la bonne volonté envers les insurgés courageux de Budapest³¹. M. FAURE mentionne l'hostilité vis-à-vis de l'Union Soviétique³². Selon plusieurs personnes interviewées, il y a une tradition française, remontant à la révolution de 1789, dont l'essence est de soutenir les mouvements nationalistes européens et les guerres d'indépendance (par exemple l'aide aux Polonais, aux Italiens).

Mais, comment apprécie-t-on actuellement l'activité politique de l'État français dans l'affaire hongroise? Était-elle adéquate? Est-ce que l'État français avait d'autres choix ?

M. MERILLON estime que la réaction de la France à l'époque, donc le manque de démarches plus résolues, a été une grave erreur. Ce diplomate, en tant qu'Ambassadeur de France en Union Soviétique de 1989 à 1991, a vécu

l'effondrement de l'empire comme un phénomène absolument inattendu. Les soviétologues parlaient, en général, de la force gigantesque des Soviétiques. On a donc surestimé la puissance de l'URSS. Ce pays avait plutôt l'apparence du pouvoir : par exemple, dans le domaine de la technologie. On a surestimé aussi l'influence de l'idéologie communiste, en pensant qu'elle avait déjà été bien implantée dans la mentalité des peuples de l'Europe de l'Est. On s'est mépris également sur le partage en deux du monde. Par conséquent, on s'est trompé sur les décisions à prendre et les stratégies à mener vis-à-vis de la Hongrie : l'Occident aurait pu être beaucoup plus actif, il aurait pu protester d'une manière plus ferme, et les événements auraient pu se dérouler différemment... Mais les Soviétiques ont réussi à impressionner le monde. "Bien sûr, il est facile de le dire maintenant", ajoute M. MERILLON.

Selon d'autres anciens diplomates, la France n'aurait pas pu faire autrement.

En résumant les témoignages : la révolution hongroise de 1956 et son écrasement sanglant par l'Union Soviétique ont suscité une grande réaction émotionnelle parmi les fonctionnaires du Ministère des Affaires étrangères français. On a traité cette question comme une affaire très importante. Bien que la Hongrie n'ait pas joué un rôle particulier dans la politique étrangère française avant l'insurrection de 1956, on a suivi le développement de la crise d'une façon très attentive, et on a aperçu la spécificité du système de Kadar. On ne pense pas qu'il y ait eu une relation directe entre la révolution hongroise et l'intervention franco-anglo-israélienne de Suez : l'engagement de l'Union Soviétique à cause de l'agitation en Hongrie n'était pas le facteur primordial dans la prise de décision concernant l'attaque contre l'Egypte. En revanche, l'affaire de Suez a affaibli la position de la France à propos du traitement de la question hongroise. Une assistance militaire française était inimaginable à cause des réalités de la guerre froide (l'opposition des deux blocs, le risque d'une guerre atomique). La politique active de l'Etat français s'est exprimée par l'accueil très favorable des réfugiés hongrois après l'écrasement de l'insurrection, et par le rapprochement diplomatique progressif avec le régime de Kádár. On croit en général approprié le comportement du gouvernement français vis-à-vis de l'insurrection de Hongrie.

Il faudrait donc, en Hongrie, réviser les préjugés et modifier les idées reçues : la lutte hongroise a eu des répercussions très considérables en France, de l'autre côté du "rideau de fer". On a estimé, admiré et essayé d'aider les combattants héroïques de Budapest, et on n'a pas oublié leur sacrifice après les événements... Le fait que la plupart des sources sur ce sujet soient encore inexplorées, nous offre beaucoup de possibilités pour continuer les recherches.

NOTICES BIOGRAPHIQUES³³

ESMEIN, Isabelle : née le 31 mars 1926 ; Diplômée de l'Institut d'études politiques et de l'Ecole nationale des langues orientales ; Ministre plénipotentiaire de 1^{ère} classe ;

à partir de 1951 à l'administration centrale du Ministère des Affaires étrangères, Deuxième secrétaire à Moscou, Deuxième conseiller à Washington, Centre d'analyse et de prévision, Chargée de mission auprès du Directeur d'Europe ; Chevalier de la Légion d'Honneur.

DARIDAN, Jean : né le 15 août 1906, ancien élève de l'Ecole nationale des Chartes ; Ministre plénipotentiaire hors classe ; au Ministère des Affaires étrangères à partir de 1932, Ambassadeur à Tokyo, à New Delhi, Directeur adjoint du cabinet du ministre, Directeur général des Affaires politiques et économiques, Conseiller diplomatique du Gouvernement ; Commandeur de la Légion d'Honneur.

FAURE, Maurice : né le 2 janvier 1922 ; Agrégé d'histoire et de géographie, Docteur en droit ; Chef du cabinet du secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, Député du Lot, Secrétaire général puis Président du parti radical-socialiste, Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Ministre de l'Intérieur, Ministre des Institutions européennes, Représentant de la France à l'Assemblée parlementaire européenne, Représentant à l'Assemblée des communautés européennes, Sénateur du Lot, Ministre d'Etat, Ministre de l'Equipe et du Logement, Membre du Conseil Constitutionnel ; Commandeur du Mérite civil.

MERILLON, Jean-Marie : né le 12 février 1926 ; ancien élève de l'Ecole nationale d'administration ; Ambassadeur de France ; au Ministère des Affaires étrangères de 1952 à 1992 ; Ambassadeur à Amman, à Sad'gon, à Athenes, à Alger, à Berne, à Moscou, Représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'OTAN à Bruxelles, Directeur des Affaires politiques du Ministère des Affaires étrangères ; Officier de la Légion d'Honneur.

LABOURET, Vincent : né le 11 avril 1922 ; Diplômé de l'Ecole des sciences politiques ; service dans la Résistance ; Ministre plénipotentiaire hors classe ; Chef du cabinet du Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, Chef du cabinet du ministre de l'Education nationale, Chef du cabinet du Ministre d'Etat chargé des Affaires algériennes, Conseiller du Centre d'analyse et de prévision ; Officier de l'Ordre National du Mérite.

RAIMOND, Jean-Bernard : né le 6 février 1926, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration ; Ambassadeur de France, Député ; au Ministère des Affaires étrangères à partir de 1956, Ambassadeur à Rabat, à Varsovie, à Moscou et à Oulan-Bator, à Rome (Saint-Siege), Ministre des Affaires étrangères ; Commandeur de l'Ordre National du Mérite.

ROUILLON, Fernand : né le 11 décembre 1920 ; Diplômé de l'Ecole des sciences politiques ; Ministre plénipotentiaire hors classe ; Premier conseiller à la mission permanente française auprès de l'ONU, Sous-Directeur d'Afrique-Levant à l'administration centrale, Ambassadeur à Damas, à Ankara ; Commandeur de l'Ordre National du Mérite.

TURBET-DELOF, Guy : né le 4 mai 1922 ; ancien élève de l'Ecole normale supérieure ; Attaché Culturel de la Légation de France en Hongrie et Directeur de l'Institut Français à Budapest, Professeur émérite à l'Université de Bordeaux III, fondateur du Centre d'Etudes Littéraires Maghrébines, Africaines et Antillaises

(CELMA) de ladite Université ; Commandeur de l'Ordre du Mérite de la République de Hongrie.

1. BÉKÉS, Csaba, *Az 1956-os forradalom a világpolitikában. Tanulmány és válogatott dokumentumok* /La révolution hongroise de 1956 dans la politique internationale. Etude et documents sélectionnés/, avec la collaboration de SOMLAI Katalin qui a traduit les documents américain, anglais et français, Budapest, 1956-os Intézet, 1996. p. 13.; En effet le délai de 30 ans fixé par la loi sur les archives du 3 janvier 1979 était écoulé.
2. Publication de sources sélectionnées : *Documents diplomatiques français, 1956. Tome III (24 octobre - 31 décembre)*, Paris, Ministère des Affaires étrangères, 1990.
3. LITVÁN, György, "Francia dokumentumok 1956-ról" /Documents français sur 1956/, *Évkönyv III.* 1994, Budapest, 1956-os Intézet, 1994.
4. Quelques ouvrages méthodologiques : ARON-SCHNAPPER, Dominique – HANET, Daniele – DESWARTE, Sophie – PASQUIER, Dominique, *Histoire orale ou archives orales? Rapport d'activité sur la constitution d'archives orales pour l'histoire de la Sécurité sociale*, Paris, Association pour l'étude de l'histoire de la sécurité sociale, 1980.; MOSS, William W. – MAZIKANA, Peter C., *Archives, histoire orale et tradition orale* (PGI – 86/WS/2), 1986. (Publication de RAMP – UNESCO); DE TOURTIER-BONAZZI, Chantal – GAUTIER-DESVAUX, Elisabeth – BERCHE, Claire – BLANC, Brigitte – NEIRINCK, Daniele, *Le témoignage oral aux archives. De la collecte à la communication*, Paris, Archives Nationales, 1990.
5. JAUVERT, V., "Suez 1956 : la preuve du complot", *Le Nouvel Observateur*, 17-23 octobre 1996.
6. Sur le parallélisme "prémédité" entre la révolution hongroise et l'intervention franco-anglo-israélienne à Suez : SALGÓ, László, *A szuezi háromszög 1956. Szuez – Algír – Budapest* /Le triangle de Suez 1956. Suez – Alger – Budapest/, Budapest, Kossuth Kiadó, 1986.
7. Son journal écrit en Hongrie et à Vienne durant les années 1956 et 1957 a été publié à l'occasion du 40^e anniversaire de la révolution hongroise de 1956 en français et en hongrois : TURBET-DELOF, Guy, *Journal*, Paris-Budapest, l'Institut pour l'Histoire de la Révolution Hongroise de 1956, les Editions Ibolya Virág et l'Institut Français en Hongrie, 1996.
8. Archives Diplomatiques (Paris), Europe 1944-1960, Hongrie, vol. 92. Note de la Sous-Direction d'Europe Orientale pour le Ministre, le 30 octobre 1956.
9. Archives Diplomatiques (Paris), Europe, Hongrie 1944-1960, vol. 92. Télégramme de Jean Laloy, le 3 novembre 1956.

10. Archives Diplomatiques (Paris), Europe 1944-1960, Hongrie, vol. 92. Note de la Sous-Direction d'Europe Orientale pour le Ministre, le 6 novembre 1956.
11. Archives Diplomatiques (Paris), Europe 1944-1960, Hongrie, vol. 92. Note de la Sous-Direction d'Europe Orientale pour le Ministre, le 30 octobre 1956.
12. Archives Diplomatiques (Paris), Nations Unies et Organisations Internationales, vol. 242. Télégrammes de Parodi, représentant français au Conseil de l'OTAN (REPAN, Paris), le 27 octobre et le 2 novembre 1956.
13. Sur ce theme : VERDES-LEROUX, Jeannine, *Au service du Parti. Le Parti Communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956)*, Paris, Fayard-Minuit, 1983.; SIRINELLI, Jean-François, *Intellectuels et passions françaises. Manifestes et pétitions au XX e siècle*, Paris, Fayard, 1990.; WINOCK, Michel, *Le siècle des intellectuels*, Paris, Seuil, 1997.
14. Sur cette question : *Az 1956-os forradalom helye a szovjet kommunista rendszer összeomlásában. Az 1991. Június 13-15-én Budapesten az Országos Széchenyi Könyvtárban megtartott nemzetközi konferencia jegyzőkönyve* /Le rôle de la révolution hongroise de 1956 dans l'effondrement du système soviétique. Les actes du colloque international ayant lieu les 13-15 juin 1991 à Budapest à la Bibliothèque Széchenyi/, sous la direction de Csaba BÉKÉS avec la collaboration des chercheurs de l'Institut de 1956, Budapest, 1956-os Intézet, 1993.
15. SCHREIBER, Thomas (*Les relations de la France avec les pays de l'Est (1944-1980)*, Paris, Documentation Française, 1980. (coll.: Notes et études documentaires, n° 4 569-4 570), p. 35.) a fait la même constatation. FÜLÖP, Mihály écrit dans son étude (" Les relations franco-hongroises depuis 1945 ", *Cahiers d'études hongroises*, 6/1994., p. 222.) que " les relations bilatérales étaient subordonnées avant tout à l'emprise de l'Union soviétique sur l'Europe centrale et orientale ".
16. Jean LALOY, ancien Directeur d'Europe du Ministère des Affaires étrangères français, a exposé dans son livre (*Yalta hier, aujourd'hui, demain*, Paris, Robert Laffont, 1988.) les versions de l'explication de "Yalta": celle du partage de l'Europe entre les "superpuissances" est très répandue en France (p. 8). Mais aucun texte, aucun accord (même implicite) ne soutient cette hypothèse (p.121.) : "entre février 1945 et le printemps 1947, les négociations entre les quatre Puissances, Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Union soviétique, ont porté sur les moyens de mettre fin à la situation résultant de la guerre pour parvenir à une forme de paix, celle-ci impliquant l'autodétermination pour les Etats se trouvant à l'est de la ligne de démarcation" (p.122.).
17. Sur la politique étrangère française de cette époque : CORMOY, Guy de, *Les politiques étrangères de la France 1944-1966*, Paris, Table Ronde, 1967.; GROSSER, Alfred, *La IVe République et sa politique extérieure*, Paris, A. Colin, 1972.; Dir. BAILLOU, Jean, *Les Affaires Etrangères et le corps diplomatique*

- français, Tome II (1870-1980)*, Paris, Centre Nationale de la Recherche Scientifique, 1984.; GROSSER, Alfred, *Affaires Extérieures. La politique de la France 1944-1989*, Paris, Flammarion, 1989.; DULPHY, Anne, *La politique extérieure de la France depuis 1945*, Paris, Nathan, 1994.
18. Quelques signes de la politique de rapprochement entre la France et la Hongrie : en 1963, on a élevé les représentations diplomatiques au rang d'ambassade; en 1965, la visite de János Péter, ministre hongrois des Affaires étrangères, à Paris ; en 1966, la visite de Maurice Couve de Murville, ministre français des Affaires étrangères, en Hongrie...(SCHREIBER, Thomas, *Les relations de la France avec les pays de l'Est (1944-1980)*, op. cit. pp. 56., 58., 62.).
 19. Le programme du gouvernement Kádár, le 6 janvier 1957.
 20. Archives Diplomatique (Paris), Europe 1944-1960, Hongrie, vol. 89., Rapport du Ministre de France en Hongrie (signé : Quioc), le 11 janvier 1957.
 21. *1956 Le commencement de la fin. Actes du colloque "BUDAPEST 1956-1996"*, Palais du Luxembourg, Paris, 28 et 29 octobre 1996., p. 153.
 22. La plupart des références françaises mentionnent la concomitance de l'insurrection hongroise et de l'affaire de Suez (p. ex. GIRAULT, René - FRANK, Robert – THOBIE, Jacques, *La loi des géants, 1941-1964*, Paris – Milan – Barcelone – Bonn, Masson, 1993. (coll. Histoire des Relations Internationales Contemporaines, Tome 3), p. 257.); certains auteurs écrivent que la France et la Grande-Bretagne ont mis à profit le trouble en Europe de l'Est pour neutraliser l'Union Soviétique (FONTAINE, André, *Histoire de la guerre froide*, Tome 2, De la guerre de Corée à la crise des alliances, 1950-1963, Paris, Fayard, 1967., p. 273; RIOUX, Jean-Pierre, *La France de la Quatrième République, Tome 2, L'expansion et l'impuissance, 1952-1958*, Paris, Seuil, 1983. (coll. Nouvelle histoire de France contemporaine – 16), pp. 114-115.; DUROSELLE, Jean-Baptiste, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Paris, Dalloz, 1993. (11^e édition), pp. 612-613.). D'autres ouvrages n'analysent que les contradictions dans la perception des événements examinés (GROSSER, Alfred, *La IV^e République et sa politique extérieure*, Paris, Armand Colin, 1972., pp. 373-374.; du même auteur : *Affaires extérieures, La politique de la France, 1944-1989*, Paris, Flammarion, 1989., p. 137.). Denis LEFEBVRE, qui a décrit en détail les négociations secrètes à Sevres en utilisant des documents originaux, ne traite pas l'affaire hongroise comme un facteur important de la prise de décision concernant l'intervention de Suez (*L'Affaire de Suez*, Paris, Bruno Leprince Editeur, 1996. (coll. Synthèse)), tandis que Georgette ELGEY, dans son livre récemment publié (*Histoire de IV^e République, La République des Tourmentes (1954-1959), Tome 2, Malentendu et passion*, Paris, Fayard, 1997.) évoque une nouvelle perspective : "A Sevres, ce sont

toute la journée des palabres entre Israéliens et Français. Les événements dramatiques survenus durant la nuit à Budapest ont servi d'argument pour persuader Ben Gourion de ne pas quitter la France sur l'heure, comme il l'avait envisagé." "Sur tous les tons, les Français répètent que le moment d'agir contre Nasser est venu. Il est impossible de rêver un contexte plus favorable : ni les Américains, accaparés par l'élection présidentielle, ni les Russes, aux prises avec la révolte hongroise, ne sauraient voler au secours de Nasser." (p. 170.)

23. Archives Diplomatiques (Paris), Europe 1944-1960, Hongrie, vol. 88. Note de la Sous-Direction d'Europe Orientale, le 13 novembre 1956.
24. GROSSER, Alfred, *La IVe République et sa politique extérieure*, op. cit., p. 373.
25. 1956 *Le commencement de la fin. Actes du colloque "BUDAPEST 1956-1996"*, op. cit. p. 154.
26. Voir note 16.
27. La littérature historique donne la même analyse (FONTAINE, André, *Histoire de la guerre froide*, Tome 2, op. cit. pp. 259-260.; FEJTŐ, François, *Histoire des démocraties populaires*, Tome 2, *Après Staline*, Paris, Seuil, 1972. ; BÉKÉS Csaba, *Az 1956-os magyar forradalom a világgpolitikában*, op. cit. 54.)
28. La politique étrangère du Général de Gaulle envers l'Europe de l'Est : la reprise du dialogue en Europe, de l'Atlantique à l'Oural : "détente, entente, coopération" (MORELLE, Chantal, "Les relations franco-hongroises à l'époque du général de Gaulle", *Revue d'histoire diplomatique*, 1998/1, pp. 70-71.)
29. Il n'y avait pas de quota d'admission concernant les réfugiés hongrois, ni en France, ni en Grande-Bretagne, après la révolution (Comité Intergouvernemental pour les Migrations Européennes, Communiqué de presse, décembre 1956 – à partir des recherches de Stéphane DUFOIX).
30. Pour illustrer la dimension financière de cette aide : montant total de l'argent dépensé pour les réfugiés hongrois depuis leur arrivée en France jusqu'au mois de décembre 1957 : le Ministère de l'Intérieur – 135 millions F, le Ministère de la Défense Nationale – 200 millions F, Service Social d'Aide aux Emigrants (SSAE) – 220 millions F, le Ministère de l'Education Nationale (octobre-décembre 1957) – 10 millions F, contributions privées – 500 millions F; l'effort financier français est supérieur à 1200 millions F sans compter les dons en nature : vêtements, médicaments, livres, etc. (Archives Nationales, cote : F7 16060, carton : Statut des réfugiés – à partir des recherches de Stéphane DUFOIX).
31. Les archives que j'ai eu l'occasion de dépouiller m'ont prouvé que les gestes des fonctionnaires français en faveur de la Hongrie et du peuple hongrois s'appuyaient sur un mouvement de sympathie réel. La question des motivations de l'Etat dans l'accueil des réfugiés reste ouverte. Il est certain que le Ministère des Affaires étrangères a reçu une foison de télégrammes et de

lettres des organisations différentes de toute la France exprimant leur solidarité (par exemple : les groupes de Jeunes Fédéralistes de France, le préfet de la Haute-Marne, Fédération des Amicales de Réseaux de Renseignement et Evasion de la France Combattante, Les "Louise de Marillac", Union Départementale Force Ouvrière de Côte d'Or..., Archives Diplomatiques (Paris), Europe 1944-1960, Hongrie, vol. 93.)

32. L'indignation profonde contre la politique soviétique envers la Hongrie s'exprime également dans les documents diplomatiques (Archives Diplomatiques (Paris), Europe 1944-1960, Hongrie, vol. 92. Le 4 novembre 1956, Télégramme de l'Ambassadeur de France à Vienne, F. Seydoux; le 6 novembre 1956, Note de la Sous-Direction d'Europe Orientale pour le Ministre; etc.).
33. Seuls les postes les plus importants sont mentionnés.